

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA 27^E RÉGION

6 JUIN 2024

Participant.es :

Sur place :

Nolwenn Anier (Métropole européenne de Lille), Camille Arnodin, Florence Bannerman (Département du Val d'Oise), Daym Ben Hamidi (Ateliers RTT), Jean-Marie Bergère, Jean-Damien Colombeau (Ville de Clermont-Ferrand – Anne-Laure Stanislas étant excusée), Julien Defait (Pratico Pratique), Thomas Delahais, Olivier Irrmann, Joana Levy (Région Grand Est), Myriam Limpens (Métropole européenne de Lille), Margaux Mauclaire, Frédérique Pallez, Clémence Pene, Martin Préaud (Département de Seine-Saint-Denis), Nicolas Rio (Partie Prenante), Cécile Santi (Métropole du Grand Paris), Nadia Wolff (Grenoble Alpes Métropole).

En visio :

Lina Bennis (Ville de Nancy), Léa Boissonnade (DITP), Magali Cros (Département de l'Isère), Laura Douchet (Ellyx), Camille Forgeau (Bordeaux Métropole), Vincent Garnier (Département du Puy-de-Dôme), Grégoire Kotras (Région Bretagne), Bénédicte Lacaze Labadie (Département des Pyrénées-Atlantiques), Marie Leroy (Ville de Grenoble), Anne Pariente (Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires), Mickaël Poiroux (Vagues Horizons), Julie Roturier (Département de la Gironde), Emilie Ruin (PNR des Baronnies provençales), Swanny Serrand (Rennes Métropole), Virginie Thune (Nantes Métropole), Nicolas Trillaud (Région Occitanie), Céline Zatorsky (Région Bourgogne Franche-Comté).

Équipe de La 27^e Région : Adrien, Anne, Brune, Chloé, Jean, Manon, Mattéo, Nadège, Stéphane, Sylvine.

14h Accueil

14h15 INTRODUCTION

Présentation du déroulé.

Nouveaux adhérents institutionnels :

- Département de La Réunion
- Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise
- Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires

14h25 TEMPS 1 : NOS RÉALISATIONS

Présentation de nos projets - sélection

Nouvelles Mesures :

Livrable de la phase d'exploration [à lire ici](#) et blog de l'expérimentation à Clermont-Ferrand [à retrouver là](#).

Questions-réponses :

Martin Préaud : comment les résultats de l'expérimentation seront-ils diffusés à d'autres collectivités ?

Jean-Marie Bergère : pour la diffusion, y a-t-il des relais possibles parmi les associations d'élu.e.s, les regroupements de collectivités, etc. ?

Jean : France Urbaine était partenaire et impliqué dans la première phase du programme.

Chloé : il y a aussi un sujet latent autour de la formation des agent.e.s.

Nicolas Trillaud : est-ce qu'on est vraiment entre services ? Quelle est la place du politique dans le projet ?

Jean-Damien Colombeau : les élu.e.s sont présent.e.s dans le pilotage global de la démarche de budget carbone, on a des points réguliers dans le cadre de comités de pilotage. Les tests visent vraiment l'administration, la granularité technique et opérationnelle.

Rebonds

Blog du programme [à explorer ici](#)

Frédérique Pallez : y-t-il une articulation avec la politique nationale de réindustrialisation ?

Stéphane : pour l'instant nous n'avons pas réussi à intéresser le national (Bercy), ni les Régions, ce que nous regrettons.

Jean-Marie Bergère : quel type de coopération avez-vous avec les chercheur.euse.s ?

Sylvine : Rebonds offre des terrains à Magali Talandier et Gabriel Renault ([laboratoire Pacte](#) à Grenoble), il leur permet d'échanger dans la durée avec des chargé.e.s de développement économique et nous pourrions être amenés à tester leurs propres hypothèses dans certaines des expérimentations. On travaille parallèlement et avec Magali et Gabriel à la constitution d'un groupe scientifique, pour contribuer et/ou muscler les pistes de tests.

Nicolas Trillaud : vos défis sont intéressants (ZAN, attractivité, etc.). A la Région Occitanie, nous avons une démarche de repositionnement en interne, avec un changement dans les paradigmes financiers. Un croisement va s'opérer début juillet.

Camille Arnodin : où sont les acteurs économiques (entreprises, industries, etc.) dans le programme ?

Sylvine : parmi les participant.e.s au groupe miroir, il y a des réseaux d'entreprises. Nous avons mené des entretiens avec d'autres réseaux (Convention des entreprises pour le climat, etc.) pendant l'enquête. Les tests mobiliseront aussi des entreprises sur les territoires.

Nicolas Rio : on voit émerger un débat, suite à la réforme des retraites, sur le sens du travail, les conditions etc. Quels sont les liens avec les syndicats, les entreprises vues sous l'angle des salarié.e.s ?

Sylvine : Parmi les modèles qui nous ont inspirés, le CWB (Community Wealth Building) envisage l'économie sous le prisme des finalités de justice sociale, dont la qualité de l'emploi (niveau de salaire, démocratisation des entreprises, types d'emplois créés). Le sujet n'est pas vraiment ressorti de l'enquête jusqu'à présent mais il n'est pas exclu qu'il revienne plus au centre.

Julien Defait : quelle est la place des questions d'insertion (cf Territoire Zéro chômeur de longue durée par exemple) ?

Sylvine : on cherche à élargir la vision classique du développement économique (la CAME = Compétitivité Attractivité Métropolisation Excellence). Des pistes de tests autour des sujets d'insertion ont été discutées.

Joana Levy : connaissez-vous la démarche conduite par le Shift Project pour [Décarboner la Bretagne](#) (fret, agro-agri-industrie...)?

Sylvine : On a sollicité le Shift Project au début de Rebonds, parallèlement à nos échanges sur le programme (Dé)formations. Rennes Métropole est dans le programme et nous avons une nouvelle discussion prévue avec eux dans deux semaines.

Tronc commun

Le blog du programme vient d'être [mis en ligne ici](#).

Repousser les frontières de l'innovation publique

Le site du programme (en Anglais) [est ici](#). Et nous avons publié un premier [point d'étape là](#).

Nicolas Rio : quel est le lien avec Les Labonautes ?

Stéphane : nous partons de quelques-uns des enseignements des Labonautes, mais en élargissant au-delà des laboratoires d'innovation notamment.

Camille Arnodin : le titre ne rend pas honneur à la réalité du programme et à son contenu.

Nos productions depuis la dernière assemblée générale :

- [La plateforme des ressources issues des Labonautes](#)
- [La plateforme Territoires en commun : chroniques d'un aménagement participatif du territoire](#)
- [Le blog de restitution de Nouveaux Accords et la synthèse des expérimentations](#)
- [La synthèse des enseignements de l'enquête Décision publique & sobriété](#)

Nos derniers webinaires :

- [Appréhender bien-vivre d'un territoire : de la mesure à l'action](#)
- [Sobriété, ouvrir l'espace de la décision publique](#)
- [Féminisme de terrain : regards de praticien.ne.s de la transformation publique](#)
- [Quand l'administration fait bifurquer ses agent.e.s](#)
- [Que peut vraiment l'IA pour l'action publique ?](#)

15h25 : RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Remerciement aux partant.e.s et présentation des nouveaux administrateurs et nouvelles administratrices :

Collectivités locales, administrations et agents publics

- Jean-Damien COLOMBEAU, directeur innovation et participation, Ville de Clermont-Ferrand (*adhérent à titre individuel*)
- Aissia KERKOUB-TURK, directrice générale adjointe – Secrétariat général, Ville de Lyon

Expert.e.s et praticien.ne.s

- Daym BEN HAMIDI, designer, Les Ateliers RTT
- Thomas DELAHAIS, consultant associé, Quadrant Conseil
- Manon LOISEL, consultante-chercheuse en politiques publiques, Partie Prenante

- Anne-Louise NÈGRE, responsable de l'animation et du développement de l'alliance, la Fabrique des transitions

Pas d'objection, vote à l'unanimité.

15h50 : TEMPS 2 : FINANCES

- **Les éléments financiers : présentation des comptes 2023 et du budget prévisionnel 2024 arrêtés par le CA du 16 mai 2024**

Le résultat de l'exercice 2023 s'élève à 4 776€. Le volume global d'activité, nettement en hausse par rapport à l'an passé, s'établit à près de 830 000€ (contre 750 000€ en 2022).

L'année a été principalement portée par les programmes Nouveaux Accords, Les Labonantes, Nouvelles Mesures ainsi que le démarrage de Rebonds en fin d'année. Le partenariat avec la DITP à hauteur de 70 000€/ an se poursuit. Les deux programmes TIGA ont été soldés en 2023. Les adhésions des collectivités territoriales et partenaires publics se maintiennent (177 000€) et s'avèrent déterminantes dans la structuration de notre modèle économique : elles représentent près d'1/4 de nos ressources.

Les charges se structurent de manière quasiment identique aux années précédentes. Néanmoins, le volume des prestations a augmenté significativement, en lien avec l'accroissement de notre activité durant cette année et le recours plus massif à des partenaires/ prestataires externes. Les charges de personnel demeurent constantes (la taille de l'équipe est stable : 7 salariés, ainsi qu'une apprentie et un.e stagiaire), néanmoins en 2023 le congé maternité puis parental d'Anne Tavernier explique la baisse conjoncturelle de cette ligne.

Selon l'accord d'intéressement en vigueur, nous proposons de verser un intéressement aux salariés au titre de l'exercice 2023, pour une enveloppe globale de 4 776€.

Au bilan, nous maintenons la provision pour risques de 35 000€, relative à la procédure en cours engagée par l'ex-bailleur des Halles Civiques à l'encontre de la 27^e Région (en tant que caution solidaire du bail des Halles Civiques). Une audience est programmée à l'automne 2024.

Le prévisionnel 2024 se présente équilibré à ce jour (prévisionnel de résultat : 16 000€), même si tous les partenariats autour des programmes Rebonds et Tronc Commun ne sont pas encore confirmés. La structure des coûts demeure identique aux années précédentes.

Jean-Marie Bergère : comment est financé le programme Repousser les frontières de l'innovation publique ?

Stéphane : notre participation au programme est dédommagée à hauteur de 5 000 dollars seulement, mais c'est un peu abusif de le comparer à nos autres programmes, en terme de temps d'implication. Et c'est malgré tout un signal positif que des universités commencent à nous solliciter (ici l'université de Colombie britannique).

Camille Arnodin : n'avez-vous pas envisagé de développer un programme ou une activité de formation pour capitaliser sur tous vos programmes ?

Stéphane : la formation n'est malheureusement pas une activité très rémunératrice.

Jean-Damien Colombeau : quid des financements européens ?

Anne : nous n'avons pas de financement européen sur 2023, ni sur 2024.

Stéphane : nous avons tenté de monter un programme Interreg avec Grenoble Alpes Métropole mais notre candidature n'a pas été retenue. On ne peut pas aller chercher ces financements européens seuls mais on connaît bien leurs rouages. Collectivités, candidatez à plus de programmes européens et nous serons à vos côtés !

Thomas Delahais : le partenariat avec l'AFD va-t-il être renouvelé ? Et avec l'ANCT ?

Stéphane : l'AFD n'a adhéré qu'une année, puis n'a pas reconduit son adhésion.

Nadège : l'ANCT fonctionne en silos, nous n'avons pas de discussion à un niveau transversal. Avec la DITP, en revanche, nous avons maintenant un financement pluriannuel (pour 2 ans).

Camille Arnodin : demandez-vous aux collectivités/institutions le motif du non-renouvellement de leur adhésion ?

Stéphane : certaines ont une conception assez consumériste de la 27^e Région, c'est parfois une discussion difficile à avoir. Les changements d'exécutif ou de direction générale peuvent également entraîner la fin d'une adhésion.

Pas d'objection, approbation à l'unanimité des comptes 2023, du rapport moral et financier 2023, de l'intéressement versé aux salariés au titre de l'année 2023 et du budget prévisionnel 2024.

➤ **Renouvellement ou changement du commissaire aux comptes pour 6 ans**

RÉSOLUTION

L'assemblée générale constate que les mandats de la société PRAXOR AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire, et de Monsieur Florent Gesbert, Commissaire aux comptes suppléant, arrivent à expiration à l'issue des présentes.

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de société PRAXOR AUDIT, situé au 12 rue du Helder – 75009 Paris, comme Commissaire aux comptes titulaire, et de nommer la société ARIANE CONSULTING, comme Commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue des décisions statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

➤ **Validation de la [grille d'adhésions](#) 2024**

Pas d'objection, vote à l'unanimité du renouvellement du Commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans (2024-2029) et validation de la grille d'adhésion 2024.

16h10 : TEMPS 3 : NOS ADHÉRENTS SONT FORMIDABLES

Nadia Wolffe, Grenoble Alpes Métropole : le Lab la Piste

La Piste est un labo inter-administrations créé par la Ville et le CCAS de Grenoble, Grenoble Alpes Métropole et le Département de l'Isère. Il est né d'une envie des innovatrices de chaque organisation de travailler ensemble dans la suite de la participation au programme La Transfo de la 27^e Région.

Nos institutions n'ont pas les mêmes couleurs politiques, c'est un challenge de chaque jour de trouver comment travailler ensemble. Ce sont nos 4 DGS qui nous confient des missions, et après nous avons carte blanche sur la manière de les conduire. Depuis peu, nous avons un poste à temps plein, co-financé à 4 collectivités ce qui est déjà une innovation en soi. Ce poste va nous permettre de nous atteler à notre structuration interne et à la recherche de financements notamment nationaux et internationaux (difficile pour un labo inter-institutionnel).

Nos sujets du moment :

>> L'intelligence artificielle (enquête sur les usages, les compétences, les représentations...). On va consacrer en partie de mois de l'innovation à ce sujet, notamment avec un procès fictif.

>> Les micro-mobilités. Ce sujet est issu de la période covid, on essaie de faire perdurer la dynamique. Quand il nous manque une compétence, on se met à disposition temporairement les compétences issues d'autres collectivités.

>> Les impacts de la dématérialisation : nos chargé.e.s de mission évaluation vont travailler ensemble sur le sujet. C'est lié à nos travaux à la Métro sur l'écoute, la relation usagers, le sentiment d'injustice.

Parmi nos autres projets : un programme de formation inter-administration, avec l'appui du CNFPT, la préparation du mois de l'innovation, la construction d'un arbre des objectifs commun aux labos, l'offre de service du labo ... A la Métro, on travaille aussi beaucoup sur le développement des sciences comportementales, et on partage cette dynamique avec nos collègues du labo.

Nolwenn Anier et Myriam Limpens, Métropole européenne de Lille : l'expédition sciences comportementales).

La Direction Recherche et développement existe depuis une quinzaine d'année et tente d'accompagner les changements de notre collectivité. Les sujets sont nombreux et passionnants (chocs climatiques, inondations, IA, etc.)

Nous participons au programme Rebonds en ce moment, alors qu'il y a quelques années nous n'aurions pas forcément imaginé travailler avec nos collègues du développement économique.

On expérimente de nouvelles approches : quelle est la place de la recherche dans l'innovation publique ? Comment contribue-t-on à la recherche sur l'innovation publique, auquel peu de monde s'intéresse aujourd'hui ? Avec des chercheur.euse.s, nous questionnons et challengeons nos démarches et méthodes (design, intelligence collective) pour renouveler nos approches.

Une partie de nos comportements ne sont pas rationnels mais liés aux contextes environnementaux, sociaux, etc. Les acteurs publics mobilisent les approches comportementales depuis une dizaine d'années ; à la MEL, dans le nouveau projet de mandat, tous les plans parlaient d'accompagner le changement de comportements. Nous avons conduit une première démarche autour des changements de comportement sur la consommation de l'eau. En novembre 2022, nous avons conçu une expédition sciences comportementales, un programme apprenant s'inspirant entre autres de la [Transfo code source](#) et dans lequel a été embarqué le chercheur Nicolas Fieulaine, alternant des temps de sensibilisation théorique, des sessions de témoignages, des visites inspirantes, des temps d'aide au cadrage de projets et des temps de convivialité et de partage. Cela nous a permis d'observer comment nos collègues s'approprient ces méthodes, avec plusieurs projets opérationnels en cours de lancement : alimentation, ressources en eau, gestion des déchets...

Cette approche nécessite d'accorder du temps à la compréhension du problème : regarder ce qui a été étudié dans la recherche académique, réaliser un diagnostic par une enquête terrain pour comprendre les freins et leviers pour chaque comportement ciblé. L'objectif : prototyper des solutions qui permettent de lever les freins cognitifs, parfois irrationnels.

Nicolas Trillaud, Région Occitanie : projet « Marque employeur »

Nous avons conduit, de l'automne 2022 à début 2024, un chantier sur notre « Marque employeur », ou comment améliorer l'attractivité la Région Occitanie en tant qu'employeur.

Cela s'est inscrit dans un contexte de difficultés de recrutement dans les collectivités territoriales sur une diversité de métiers, avec la direction des ressources humaines confrontée à des tensions entre politiques, demandes de la DG, revendications syndicales...

Notre objectif, pour créer du changement, était faire vivre des expériences de coopération à toutes ces équipes. Nous avons d'abord mis en place une équipe projet-RH en posture d'enquête et d'écoute, puis nous avons imaginé collectivement et testé des solutions aux défis identifiés. Enfin, nous avons organisé un atelier avec une cinquantaine d'agent.e.s pour penser la mise en oeuvre des solutions suivantes :

- Process de recrutement et accueil du nouvel arrivant améliorés
- Process de recrutement ouvert et partagé
- Offres d'emplois attractives
- Communication dédiée

- Agents ambassadeurs de leurs métiers (salons, etc.).
- Tutorat au concours (capter les jeunes dans la fonction publique)
- Mobilité interne encouragée (lever les freins psychologiques éventuel pour les agent.e.s, travail sur le discours managérial...)

Nicolas Rio - Partie Prenante

Présentation du livre écrit avec Manon Loisel, [Pour en finir avec la démocratie participative](#) :

Bilan critique de la démocratie participative, on constate une Impuissance collective à agir, une souffrance professionnelle face à un partage des rôles dysfonctionnel. Il y a un enjeu à se saisir à nouveau du chantier de la démocratisation de l'action publique, car plus de participation ne produit pas forcément plus de démocratie, et plus de démocratie ne passe pas forcément par plus de participation il y a d'autres leviers.

Parmi les réactions reçues, on nous a demandé ce qu'on comptait faire après. L'enjeu est aujourd'hui de passer à la mise en pratique des intuitions présentées dans le livre. Nous lançons donc l'expérimentation *COPILote* sur les comités de pilotage, qu'on considère comme un nœud du problème (dépolitisation, flou politique-technique, absence de débat contradictoire) tout en étant au cœur de la solution car c'est le principal lieu de croisement politique-technique. Il faut passer du copil au copol (comité politique).

Il y a deux enjeux complémentaires :

- *Reclaim* les copils : tout le monde les subit, qu'est-ce qu'on peut en faire ?
- Montrer que l'enjeu démocratique ne relève pas uniquement des élu.e.s, que nous, agent.e.s et consultant.e.s, sommes aussi légitimes à nous en saisir.

On recherche des collectivités partantes pour mettre un copil sur l'établi, co-financer le programme, et des têtes de réseau et structures nationales pour travailler l'inter-collectivités.

Visio de lancement le vendredi 28 juin à 14h, [inscription ici](#).